



LA GUERRE D'UKRAINE : ORIGINES, ENJEUX, MANOEUVRES ET ILLUSIONS

En 1989, lors de la chute du Mur de Berlin, l'optimisme régnait. Le politologue américain Francis Fukuyama publiait un article retentissant, « La fin de l'Histoire ». La démocratie libérale, l'économie de marché, les valeurs occidentales, avaient triomphé du nazisme en 1945 et du communisme soviétique en 1989, et étaient donc désormais définitivement établies et indépassables pour l'ensemble de la Planète.

Après la victoire en Irak, en 1991, de la coalition conduite par les États-Unis (mais avec un mandat de l'ONU), le président George Bush Sr. proclama le « Nouvel ordre mondial ». Désormais les affaires mondiales seraient réglées conformément à un ordre international fondé sur des règles, dans le cadre de l'ONU et sous la bienveillante hégémonie américaine, celle de l'unique super-puissance désormais.

Cet optimisme, en gros partagé par les opinions publiques occidentales jusque vers la fin de la première décennie du XXI^e siècle, fut sans doute l'une des causes de l'absence d'une réelle étude objective, de la part des Occidentaux, des problèmes qui se posaient, de la Russie à la Chine en passant par l'Europe ex-communiste et le Moyen-Orient. En particulier deux problèmes ne furent pas perçus, qui pourtant constituent l'origine profonde du conflit actuel. Tout d'abord, contrairement à ce que pensaient les idéologues libéraux, on ne sort pas aussi facilement que cela du communisme, qui n'était pas un simple paravent mais qui avait engendré un système politique, une économie et une société qui avaient leur propre logique.

Et d'autre part les problèmes de nationalités, grande question européenne depuis le XIX^e siècle, mal réglés par les traités de paix de 1919-1923, que l'on pensait avoir disparu après 1945 à la suite de la politique stalinienne (expulsion des Allemands d'Europe orientale, redéfinition des frontières polonaises) et de la réorganisation de la Yougoslavie par Tito, explosèrent tous à partir de 1991.

L'historien se montre évidemment prudent : on n'a pas accès aux archives russes, et un peu plus seulement aux occidentales à partir de 1990. On s'appuie ici sur l'analyse des événements et des déclarations officielles, à partir d'une connaissance des pays concernés et de leur histoire. Il semble bien d'autre part que le processus de décision russe actuel est resté plus opaque pour les services occidentaux que ne l'était celui de l'ex-URSS vers sa fin, dans les années 1980.

Notons une question primordiale, que l'on ne peut pas encore résoudre avec certitude : Vladimir Poutine était-il décidé dès son arrivée au pouvoir en 1999 à réaliser un projet fixé d'avance, dont nous observons le déroulement ? Ou n'y a-t-il été conduit que progressivement, dans une relation dialectique avec les Occidentaux ?

Le rejet de la greffe libérale en Russie

La première déception a été l'échec de la greffe libérale en Russie. Certes, à partir de 1991 le président Eltsine réforma le pays. En particulier il instaura une liberté d'expression et de publication qui n'avait jamais existé, sinon pendant quelques mois en 1917. Mais il ne put jamais s'appuyer sur une majorité stable à la Douma, qu'il fit même canonner en 1993. Et il déclencha en 1994 la première guerre de Tchétchénie, très brutale.

En outre sa gestion fut désastreuse pour l'économie, tandis que les privatisations, menées hâtivement, permirent en fait la constitution d'une oligarchie toute-puissante, en particulier dans le domaine le plus riche, celui de l'énergie. Et en 1998 une crise violente fit s'effondrer le secteur financier et réduisit de quelques 30 % le niveau de vie de la population. Les salaires des fonctionnaires et les pensions n'étaient plus payés qu'avec des mois de retard. Poutine, devenu président du conseil en août 1999 avant de succéder à Eltsine l'année suivante, en fit reprendre le versement régulier, ce qui explique sa popularité initiale.



Pendant ce temps les États-Unis, avec Bill Clinton, changeaient de paradigmes

Les Occidentaux ne négligeaient pas leurs rapports avec Moscou, contrairement à un récit fréquent aujourd'hui. La Russie, reconnue comme État successeur, continua à participer aux différents traités et organismes de sécurité et de désarmement conclus avec les Occidentaux pendant la Guerre froide. Elle fut admise au FMI et reçut de cet organisme 40 milliards de dollars de crédits. En 1997 un conseil Russie-OTAN fut établi.

Néanmoins il reste que l'Ouest tenait peu compte de Moscou et de ses problèmes. Et surtout, en 1994 Clinton décida d'élargir l'OTAN vers l'Est, alors que Washington avait assuré en 1990-1991 aux Russes que cela ne serait pas le cas. Certes, rien en droit international ne l'interdisait, et des pays comme la Pologne et les pays Baltes souhaitaient bien sûr être couverts contre un voisin qui leur avaient laissé des souvenirs cuisants.

Mais bien entendu Moscou observa ce développement sans aucun plaisir, d'autant plus qu'au même moment Washington affirmait un interventionnisme croissant, un peu partout dans le monde, en particulier en ce qui concernait les valeurs libérales et sociétales nouvelles (LGBT...), multipliait les sanctions contre tel ou tel régime ou pays, et proclamait très clairement l'extraterritorialité de la justice américaine. En 1999 une première vague de nouvelles adhésions à l'OTAN eut lieu, juste avant l'arrivée au pouvoir de Poutine et sans doute avec une influence non négligeable sur le durcissement progressif de la politique russe.



Le rôle capital de la crise yougoslave (1991-1999)

La crise yougoslave résulte à la fois de la crise du régime communiste fondé par Tito, et de la résurgence de problèmes de nationalités jamais vraiment réglés. Elle est très importante pour notre propos, d'abord parce qu'elle comporte des caractéristiques comparables à celles de la crise russe, en particulier la fin concomitante d'un régime communiste et de l'organisation nationale que ce-

lui-ci avait voulu constituer autour de lui (Fédération yougoslave, Union soviétique, toutes deux en théorie respectueuses des nationalités constitutives, mais en fait dirigées par des partis totalitaires, donc sans aucune signification fédéraliste réelle). La crise yougoslave est en quelque sorte homothétique de celle de l'ex-URSS.

Et d'autre part l'évolution de la crise yougoslave et de la politique occidentale envers Belgrade a beaucoup contribué au durcissement de la Russie à partir de 1999.

En particulier parce que l'OTAN intervint deux fois contre les Serbes, en 1995 à propos de la Bosnie et en 1999 à propos du Kosovo, chaque fois sans mandat de l'ONU, point essentiel du point de vue russe. Or Russes et Serbes sont historiquement et culturellement proches. La chronologie est ici parlante : l'accord de cessez-le-feu au Kosovo fut signé le 9 juin par un représentant de l'Union européenne, un Finlandais et un ancien président du conseil russe, Tchernomyrdine, oligarque d'ailleurs contesté mais très représentatif de l'ère Eltsine. Mais dès le 9 août ce dernier nommait comme président du conseil Vladimir Poutine : une nouvelle ère de la politique russe s'ouvrait, à l'extérieur comme à l'intérieur.

L'élargissement de l'OTAN, qui devenait effectif cette année-là, la constatation que les Occidentaux n'hésitaient pas à intervenir militairement, sans mandat de l'ONU, dans des zones considérées par Moscou comme proches, tout cela changeait la donne. Ce fut à partir de la fin 1999 que l'on entendit de plus en plus, venant de Moscou, l'expression : « Nos frères slaves orthodoxes ». Certes, ce n'est pas conforme au vocabulaire occidental moderne ! Mais cela concerne l'Ukraine, la Biélorussie, la Serbie et la Bulgarie. La contemplation d'une carte et l'étude de l'actualité montre que ce concept n'est pas abstrait, mais performatif...

Ubris et contradictions occidentales

Après la Serbie, ce fut l'Irak qui fut attaqué par les États-Unis et la Grande-Bretagne en 2003, de nouveau sans mandat de l'ONU, alors qu'après les attentats de New York en 2001 Moscou avait proposé son aide contre le terrorisme islamiste et avait accepté l'installation de bases américaines en Asie centrale pour faciliter les opérations contre l'Afghanistan.

Puis en 2011 ce fut l'intervention de l'OTAN en Libye. La première phase, qui visait à empêcher Kadhafi de massacrer ses opposants, fut menée avec un mandat de l'ONU, auquel la Russie ne s'était

pas opposée. Mais la deuxième phase, visant le renversement de Kadhafi et de son régime, n'était pas couverte par le mandat. Là Moscou et Pékin en conclurent visiblement que l'Occident ne respectait même pas les règles qu'il proclamait et qu'il n'y avait donc plus rien à attendre de la concertation.

Pendant ce temps le monde occidental connaissait de plus en plus de problèmes, après la décennie faste d'après 1990. Outre le terrorisme, ce fut en 2008 la grave crise financière des Subprimes, qui porta un coup considérable à la mondialisation libérale, tandis que les BRICS prenaient de plus en plus d'importance.

Quant à l'Union européenne, elle restait essentiellement une organisation économique, les velléités initiales de créer une personnalité européenne de défense s'estompaient, tandis qu'elle devenait de plus en plus dépendante de l'OTAN et des États-Unis pour sa sécurité. Mais, par un considérable paradoxe, elle devenait dans les années 2000-2020 de plus dépendante de la Russie pour son énergie et ses exportations, en particulier son chef de file, l'Allemagne ! Une atonie remarquable de la réflexion géopolitique et du Renseignement, dont les causes sont sans doute liées à de profondes évolutions intellectuelles, idéologiques et administratives, la rendait largement incapable d'évaluer les objectifs et les moyens russes de façon indépendante et objective, sans dépendre quasi exclusivement des Américains. Cependant que les Polonais et les Baltes, pour des



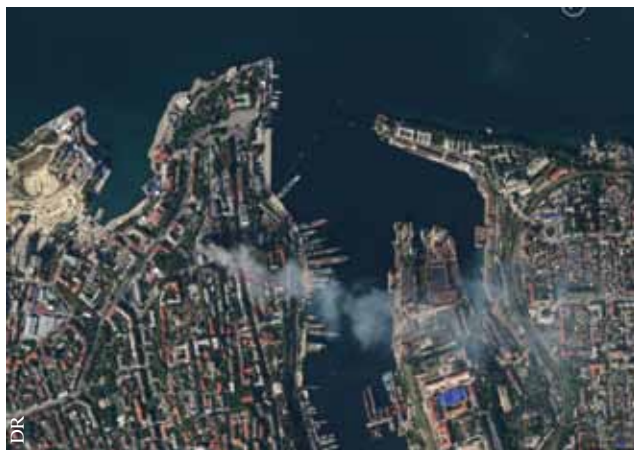
Vladimir Poutine à la tribune de la conférence de Défense en 2007

raisons historiques compréhensibles, se montraient beaucoup plus méfiants envers Moscou que l'Europe occidentale. Mais cela introduisait un facteur de division supplémentaire au sein de l'Union.

La Russie revient dans le jeu, et l'Ukraine passe au premier plan

À partir de 2004 et des « révolutions de couleur », en particulier à Kiev, et tandis que se poursuivait l'élargissement de l'OTAN, et que Washington remettait en cause les traités de non-prolifération nucléaire du temps de la Guerre froide, le président Poutine, encore conciliant, on l'a vu, en 2001, s'est durci toujours davantage. Certains pensent que c'était son plan dès le départ. Jusqu'à preuve du contraire, je pense qu'il réagissait à ce qui lui apparaissait comme des provocations occidentales successives. En janvier 2007 il prononça à la fameuse conférence sur la défense de Munich un discours qui sonnait comme un avertissement. En 2008, pour la première fois depuis la fin de l'URSS, des troupes russes intervinrent à l'extérieur, pour soutenir deux républiques russophones qui avaient fait sécession d'avec la Géorgie. Mais très vite le problème ukrainien passa au premier plan. Outre des problèmes précis, comme celui de la base de Sébastopol en Crimée et beaucoup de questions économiques, Moscou ne reconnaissait pas vraiment à l'Ukraine une personnalité historique indépendante, malgré la dissolution de l'URSS en 1991. Mais, outre que l'Ukraine comporte une importante minorité russophone, des liens de toute nature, y compris familiaux, ont existé de tout temps entre Russes et Ukrainiens, et malgré une histoire complexe et parfois tragique, comme sous Staline. Ni après la Première Guerre mondiale, ni après la seconde les Ukrainiens n'ont réussi à constituer un État-nation, alors que tous leurs voisins y parvenaient (plus ou moins facilement). Les Russes ont bien entendu poussé leurs avantages à fond.

Mais à partir de 2004 les Occidentaux ont été de leur côté beaucoup plus proactifs en Ukraine qu'on ne le pense souvent. Les fondations américaines ont œuvré dans le pays, Washington a tenté de faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN en 2008. En 2013 l'Union européenne a proposé à Kiev une association, qui en fait aurait fait entrer l'Ukraine dans l'espace économique européen tout en la coupant complètement de la Russie. Les Ukrainiens étaient en fait sur ce point divisés. Finalement, fin 2013, le président Ianoukovytch annonça qu'il ne signerait pas l'accord. Aussitôt éclata une révolution (« Maïdan ») qui mit au pouvoir des adversaires de Moscou. La Russie réagit en occupant et en annexant la Crimée en



Rade de Sébastopol et bâtiments de la Marine soviétique

mars 2014. Était-elle décidée dès ce moment-là à aller encore plus loin ? C'est possible, mais on ne le sait pas de façon certaine.

Les russophones du Donbass commencèrent à se soulever contre Kiev, avec l'aide de Moscou, dans une crise de plus en plus violente. Les accords de Minsk I et II en 2015, entre Kiev et les séparatistes, accords garantis par la France, l'Allemagne et la Russie et gérés par l'OSCE, établirent une trêve fragile, mais ils ne furent jamais complètement exécutés. En particulier Kiev n'accorda pas au Donbass l'autonomie, ce qui était pourtant prévu.

Tandis que les Américains et les Britanniques prenaient dès ce moment-là toutes sortes de mesures pour soutenir Kiev : fourniture d'armes, établissement de 12 bases de la CIA en Ukraine, formation d'officiers ukrainiens en Allemagne par des Américains, et de sous-officiers en Ukraine même par des Britanniques, programmes d'influence sur les élites européennes (comme le programme *Integrity* du SIS britannique en 2015).

La guerre

Le 24 février 2022 les Russes lancèrent une attaque soudaine et relativement légère pour s'emparer de Kiev, plutôt une « opération spéciale » qu'une vraie campagne. Le but était sans doute d'installer

à Kiev un gouvernement pro-russe (un peu comme l'URSS l'avait fait à Prague en 1968). Mais l'opération échoua piteusement. Commença alors une guerre dans le Donbass, qui permit aux Russes de border toute la Mer d'Azov et de pousser toujours davantage, quoique lentement, vers le Dniepr. On paraissait substituer à une volonté d'influence sur toute l'Ukraine une volonté de conquête territoriale de la partie russophone de celle-ci, projet tout différent en fait.

Les Occidentaux ont sous-estimé la résilience économique de la Russie, malgré les sanctions, et les



« L'avenir ne nous apporte rien, ne nous donne rien; c'est nous qui pour le construire devons tout lui donner, lui donner notre vie elle-même. Mais pour donner, il faut posséder, et nous ne possédons d'autre vie, d'autre sève, que les trésors hérités du passé et digérés, assimilés, recréés par nous. De tous les besoins de l'âme humaine, il n'y en a pas de plus vital que le passé. »

Simone WEIL

performances de son industrie d'armement ainsi que l'amélioration très nette de son appareil militaire. Ceci dit, la Russie atteint des limites : le taux directeur très élevé de la Banque centrale indique une forte inflation, les pertes sont lourdes. Le bilan de Poutine paraît dès maintenant négatif. Il est sorti d'une politique d'influence (une influence que l'on n'aurait pas pu à la longue lui contester sérieusement) pour une politique de conquête beaucoup plus hasardeuse, qui a déjà conduit la Finlande et la Suède à rejoindre l'OTAN (catastrophe géopolitique pour Moscou) et il se trouve de plus en plus dépendant de l'encombrant allié chinois, quelles que soient les tentatives de rationalisation du discours « eurasiatique », devenu idéologie quasi officielle.

Le grand perdant sera l'Europe

Le conflit n'est pas terminé, il a connu des hauts et des bas, et recèle encore des capacités escalatoires, comme le montrent des incidents en Baltique, en Mer Noire et en Méditerranée. D'autre part les terribles frappes russes sur le sol ukrainien peuvent dégénérer. L'arrivée au pouvoir de Donald Trump pourrait changer la donne, mais rien n'est sûr. On surestime peut-être sa volonté de parvenir à un accord avec Moscou ? Et on ne connaît pas avec certitude l'étendue des objectifs russes, sans doute évolutifs.

D'après ce que l'on croit savoir, Trump viserait un cessez-le-feu rapide du type coréen, renvoyant à plus tard la solution des problèmes de fond. On notera que le président Zelensky, qui voit se multiplier les problèmes d'un pays et d'une armée à bout de souffle, n'exclut plus que la Russie ne continue à occuper pendant un certain temps les territoires qu'elle détient.

Mais les Européens devraient alors assurer la garantie du cessez-le-feu (on parle de 40 000 hommes, dont la mission serait tout sauf agréable...) tout en payant la reconstruction de l'Ukraine. L'idéal eût été sans doute de constituer enfin une vraie frontière entre la Russie et l'Ukraine, sur des lignes linguistiques permettant à deux Etats-nations de sortir de l'indétermination historique qu'ils connaissent depuis le Moyen-Âge, avec consultation des populations et garanties internationales. Mais on en est loin !

L'Europe, encore plus dépendante des États-Unis, coupée de l'accès aux matières premières et au marché russes, face à la masse eurasiatique, risque d'être la grande perdante du conflit.

Georges-Henri SOUTOU
Membre de l'Institut